

Français/élus : la rupture est consommée

écrit par Gilles La Carbona | 27 octobre 2024



Le comité social économique révèle dans une enquête qu'il vient de réaliser que 62% des Français estiment le vote inutile. 30% des jeunes pensent que le système politique actuel est loin d'être la panacée, quand trois quarts des Français soutiennent que le personnel politique est totalement déconnecté de la réalité. Les résultats sont interprétés comme alarmants et traduisent un malaise chez les sondés et en général auprès de tous les observateurs

classiques. Pour autant s'en étonner ne relève-t-il pas d'une pure naïveté ou d'un refus de voir les choses telles qu'elles sont ? Non, au RPF nous ne le sommes pas, à force d'observer ce qui se passe depuis sept ans. Nous dénonçons les dérives que les politiques et les médias cachent, dissimulent et évitent. Le voile se déchire donc peu à peu, est-il porteur d'un futur renouveau ou traduit-il l'effondrement des volontés à se prendre en main pour changer les choses ?

Comment l'élection pourrait-elle porter encore des vertus démocratiques alors que les résultats de la dernière confrontation ont tout simplement été ignorés par Macron et ses amis ?

Le déni a été porté à son paroxysme, la macronie battue, reste au poste clé.

Le premier ministre est sorti des rangs d'un parti qui a fait 4% aux présidentielles et tout juste 7% aux législatives. Le gouvernement est composé de macronistes qui n'ont pas fait mieux, quand ceux qui ont gagné, soit en voix, soit en sièges, ont été écartés du pouvoir. Ce n'est donc pas simplement une usure de la pratique, une lassitude de la part des électeurs, mais ils ont pris conscience à travers ce dernier exemple, que **le système lui-même fait tout pour que voter ne serve à rien.** Il est donc normal que 62% n'y croient plus. Lorsque l'ensemble de la classe politique ostracise 11 millions d'électeurs en les jugeant anti-républicains. Elle valide le fait que voter est un leurre puisque seul le résultat conforme aux attentes de la classe dirigeante est considéré comme légal.

Cette vision s'illustre dans le choix du Premier ministre et de son gouvernement, les perdants sont ou restent aux commandes, et le sondage de parler de démocratie ! Peut-on encore croire au scrutin, ou faut-il admettre qu'il n'opère plus et en déduire qu'il provoque une forme de rejet ? 15%

des sondés ne sont plus prêts à défendre la démocratie, peut-être parce qu'ils estiment qu'elle n'est plus ce qu'elle devrait être et qu'à ce titre il est inutile de conserver un système illicite, une supercherie qui n'est là que pour maintenir au pouvoir une clique devenue illégitime. Lorsqu'on interdit au peuple la possibilité de s'exprimer, de s'impliquer dans la vie politique grâce au RIC, écarté par les sénateurs LR, on ne démontre pas une farouche tendance à développer un régime qui considérerait l'électeur comme un acteur et non comme un faire-valoir. Rappelons que le respect du suffrage a été largement souillé par Sarkozy et son traité de Lisbonne, venu annuler le Non du référendum pro-européen de 2005. Comme nous l'écrivions, cette caste a l'habitude de ne respecter que les résultats qu'elle a au préalable validés, tous les autres, elle s'en moque. Le bilan pourrait être sauvé si des contre pouvoirs atténuaient ou contrariaient ces faits. Mais ce n'est pas le cas, ils n'existent plus, même la presse se doit d'être aux couleurs de la doxa officielle. Quand un Fabius s'ingénie à prendre des décisions politiques et à les arranger pour les justifier, même quand après il reconnaît qu'il a trompé les Français, il augmente et confirme que voter ne sert à rien et que ce qu'on appelle pompeusement démocratie n'est qu'une parodie du système inventé par les Grecs. **La réalité est bien une forme moderne de dictature, qui n'apparaît pas comme telle, puisque le bruit des bottes ne résonne pas dans les rues.**

On ne peut pas à ce point se moquer des électeurs et s'étonner qu'ils commencent à rejeter massivement le principe du vote. Quand en plus les soupçons de triches sont légitimes, comme nous l'avons également évoqué. La responsabilité est directement imputable à ceux qui sont au pouvoir et qui s'évertuent à passer au-dessus des urnes en tordant le cou aux résultats dès lors qu'ils ne vont pas dans leurs sens. **Le vote est devenu au mieux un prétexte, mais certainement plus un outil favorisant le changement ou**

l'alternance. Ce rejet traduit également le sentiment de ne plus être dans un régime démocratique et si, rappelons le, 15%, ce qui est peu, des sondés affirment ne pas vouloir le défendre en cas de péril, c'est aussi parce qu'ils ont admis qu'il n'existait plus en temps que tel. L'idée fait son chemin, confortée quand on voit que tout est fait pour faire taire toute parole dissidente, au motif d'une chasse aux fausses idées. Ils ont en mémoire la volonté de censurer tout ce qui n'est pas conforme à ce que le pouvoir désire. Sortir du paysage médiatique des chaînes de télévision parce qu'elles ne plaisent pas, emprisonner des patrons de médias parce qu'ils refusent d'appliquer une censure exigée pour protéger les intérêts des dirigeants actuellement aux manettes. Ecarter des micros, scientifiques, médecins, ingénieurs... qui ne répètent pas le discours officiel. Le tout par des dirigeants sont empêtrés dans des affaires de corruption, étouffées pour l'instant. Tout cela n'incite pas à parler de démocratie et rend nauséux tout ce qui gravite autour, le vote notamment, .

Que dire des facéties dont nos parlementaires nous gratifient en ce moment, véritable scène de cour d'école de maternelle. **Des caprices désolants qui font voter contre une abrogation de la loi retraite au motif que voter avec le RN c'est mal, et qu'il faudra dire après, si la loi est annulée, qu'elle l'a été grâce à la gauche.** Pathétique, ce comportement puéril agace tout le monde ! Ce sera à qui trépignera de rage face aux propositions des autres camps tentant de tirer la couverture à soi sans plus se préoccuper de l'intérêt des électeurs, ou plus largement des français. Nous sommes censés représenter le camp du bien, à ce titre nous ne pouvons mal faire et bien entendu nous détenons la vérité, semble dire la gauche en permanence. Mais cette supercherie là aussi se voit à présent. Et ce n'est pas parce que les journalistes subventionnés obéissent plus que docilement aux injonctions du pouvoir, que la réalité ne chemine pas de son côté. À force de traiter de déviants et

de complotistes, tous ceux qui refusent la doxa officielle, de vouloir éradiquer les fachos, dont le seul tort est de ne pas se soumettre aux désirs du pouvoir, la crédibilité d'un système qui se veut le chantre de la vertu en politique, s'effondre sous ses propres contradictions ou excès.

Censurer ou dénigrer pour assurer la pérennité d'un appareil dévoyé dans le seul but de maintenir légalement une clique devenue illégitime dans les faits, est aujourd'hui visible et le réveil, bien lent tout de même, mais factuel, permet d'obtenir ce résultat accablant pour ceux qui pensaient que tout pourrait continuer sans trop de mal. Mais finalement nos dirigeants peuvent dormir encore sur leurs deux oreilles, car 62% qui ne croient plus au mérite du vote, ça n'a rien de dangereux. Au pire la participation sera en chute libre et alors ? Une seule voix, la leur, au milieu des abstentions, leur suffirait. Quand les électeurs se mobilisent, on se moque du résultat. Les acteurs le déploreront devant les caméras, pour donner le change, mais ils s'en moquent. **Reste à savoir, à la fin, comment comptent se faire entendre ces 62 % qui ne croient plus au principe du vote ?**

<https://rassemblementdupeuplefrançais.com.wordpress.com>

https://t.me/R_P_France

Par **Gilles La-Carbona** : secrétaire national du RPF au suivi de la vie parlementaire